

# Centre Hospitalier Régional Universitaire de NANCY (54)

Conception et Construction du Nouvel Hôpital de Nancy

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en Ordonnancement, Pilotage,  
Coordination et logistique de chantier

Mai 2025

*Pouvoir adjudicateur*

---

**CHRU DE NANCY**

29, avenue du maréchal de  
Lattre de Tassigny  
CO 60034  
54035 Nancy Cedex



*Assistance à Maîtrise d'Ouvrage*

---

**A2MO – Agence de Nancy**

9, Rue Mazagran  
54000 Nancy



**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES****CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)****Maître de l'ouvrage****CHRU de NANCY**

29, avenue du maréchal de Lattre de Tassigny  
CS 60034  
54035 Nancy Cedex  
Représenté par le Directeur Général du CHRU de Nancy

**Pouvoir Adjudicateur****CHRU de NANCY**

29, avenue du maréchal de Lattre de Tassigny  
CO 60034  
54035 Nancy Cedex

**Objet du marché**

Construction du Nouvel hôpital – Phase 2  
**CCAP – Marché d'Ordonnancement, Pilotage, Coordination  
Et logistique de chantier**

**Personnes habilitées à donner les renseignements**

Prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du Code de la Commande Publique

**CHRU de NANCY**

29, avenue du maréchal de Lattre de Tassigny  
CO 60034 - 54035 Nancy Cedex  
Représenté par Philippe SAMSON – Chef de projet

**Assistant Maître d'ouvrage****A2MO – Agence de Nancy mandataire du groupement A2MO, OTE, OTELIO, CVS, SEBL**

9, rue Mazagran - 54000 NANCY - Tél : 03 54 17 03 40  
Représentée par Mme Alexandra VIEAU – Responsable d'Agence / Directrice de missions

**Maître d'œuvre**

Michel Beauvais & Associés (MBA) mandataire du Groupement MBA, BMT, ARTELIA, ECONOMIE 80, OASIIS

3 rue Charles Weiss - 75015 PARIS - Tél : 01 53 68 66 90

Représenté par Michel BEAUVAIS ou Charlotte PIJCKE

## TABLE DES MATIERES

<b>A</b>	<b>OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
<b>B</b>	<b>INTERVENANTS.....</b>	<b>5</b>
1	Le Maître de l'ouvrage et Pouvoir Adjudicateur.....	5
2	Assistant Maître d'Ouvrage.....	5
3	Maîtrise d'œuvre .....	5
3.1	Missions confiées à la Maitrise d'œuvre .....	5
3.1.1	Détail des missions de maîtrise d'œuvre .....	5
3.1.2	Détail du marché de maîtrise d'œuvre .....	6
4	Contrôle technique .....	6
5	Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé .....	7
6	Project Planning Manager .....	8
7	Assistance à maitrise d'ouvrage .....	9
8	Coordonnateur Ordonnancement, Pilotage et Coordination .....	10
<b>C</b>	<b>GED : PLATEFORME PROJET COLLABORATIVE .....</b>	<b>10</b>
<b>D</b>	<b>ASSURANCES AVANT ET APRES TRAVAUX.....</b>	<b>11</b>
8.1	Responsabilité Civile .....	11
8.2	Responsabilité Décennale.....	11
8.3	Absence ou insuffisance de garantie .....	11
8.4	Assurances contractées par le Maître d'Ouvrage .....	12
8.5	Obligations du titulaire .....	12
<b>E</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>12</b>
9	Pièces particulières et générales et ordre de priorité :.....	12
10	Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché .....	13
<b>F</b>	<b>FORME DU MARCHE- PRIX &amp; VARIATION - REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>13</b>
11	Forme du marché : Tranche ferme et Tranche optionnelle.....	13
12	Prix des prestations.....	14
12.1	Forfait de rémunération .....	14
12.2	Contenu des prix.....	14
13	Règlement des comptes .....	15
13.1	Dématérialisation des facturations – Service EDIFLEX .....	15
13.2	Avances.....	20
13.3	Situations Mensuelles - Décomptes mensuels – Acomptes – Décompte définitif .....	21
13.4	Solde .....	24
13.5	Modalités du règlement par virement des acomptes et du solde .....	24
13.6	Répartition des paiements.....	25
14	Variation dans les prix .....	25

14.1	Forme du prix.....	25
14.2	Mois d'établissement des prix du marché .....	25
14.3	Choix de l'index de référence .....	25
14.4	Modalités de révision des prix .....	25
14.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	25
15	Païement des co-traitants et des sous-traitants.....	25
15.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	25
15.2	Modalités de paiement direct par virements .....	26
<b>G</b>	<b>DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>26</b>
16	Délai d'exécution.....	26
17	Pénalités en cas de modification non validée du représentant désigné du titulaire.....	27
18	Pénalités pour non-présence au rendez-vous de chantier .....	27
19	Pénalités pour non-présence ou retard aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué.....	27
20	Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage .....	27
21	Travaux supplémentaires imputables à la négligence ou défaut d'anticipation de l'OPC .....	28
<b>H</b>	<b>LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE .....</b>	<b>28</b>
<b>I</b>	<b>EVOLUTION DE L'EQUIPE DEDIEE.....</b>	<b>28</b>
<b>J</b>	<b>RECEPTIONS DES TRAVAUX .....</b>	<b>29</b>
<b>K</b>	<b>DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE - RESILIATION .....</b>	<b>29</b>
<b>L</b>	<b>TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>30</b>
<b>M</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES – DROIT APPLICABLE .....</b>	<b>31</b>
<b>N</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>32</b>
<b>O</b>	<b>ANNEXE .....</b>	<b>32</b>
	Engagement Reconnaissance Responsabilité PAS.....	32

## A OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les missions de prestations intellectuelles dans le cadre du projet du Nouvel Hôpital de Nancy (NHN) sur le plateau de Brabois (54) conformément aux annexes jointes :

**Mission de supervision et Ordonnancement, Pilotage, Coordination et Logistique de chantier (OPCL) du NHN**

## B INTERVENANTS

### 1 Le Maître de l'ouvrage et Pouvoir Adjudicateur

#### CHRU DE NANCY

29, avenue du maréchal de Lattre de Tassigny  
CO 60034  
54035 Nancy Cedex  
Représenté par le Directeur Général du CHRU de Nancy.

### 2 Assistant Maître d'Ouvrage

Le CHRU de Nancy a fait appel à un Assistance Maîtrise d'Ouvrage (AMO du CHRUN) qui exerce une mission d'assistance générale à caractère juridique, administratif, financier et technique.

Cette mission est assurée par :

#### Agence A2MO NANCY

9, Rue Mazagran  
54000 Nancy  
Mandataire du groupement composé d'A2MO, OTE, OTELIO, CVS et SEBL

### 3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est **attribuée au groupement dont le mandataire est la société « Michel Beauvais & Associés »**, mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre composé de Michel Beauvais & Associés, BMT & Associés, Artelia, Economie 80, OASIIS

#### 3.1 Missions confiées à la Maîtrise d'œuvre

Le concours de maîtrise d'œuvre est finalisé et le lauréat a été désigné en fin d'année 2024.

La mission confiée au maître d'œuvre répond aux finalités, contraintes et exigences fixées par le Programme technique détaillé.

##### 3.1.1 Détail des missions de maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article R2431-4 du code de la commande publique, **le marché de maîtrise d'œuvre comprend la mission de BASE détaillée comme suit :**

- 1° Les études d'esquisse en lien avec le concours ;
- 2° Les études d'avant-projet sommaire (APS) puis détaillée (APD) ;
- 3° Les études de projet (PRO) ;
- 4° L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT)
- 5° La direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
- 6° L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR/GPA) ;
- 7° L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et leur visa lorsqu'elles ont été faites par un opérateur économique chargé des travaux et les études d'exécution lorsqu'elles sont faites par le maître d'œuvre (VISA).

Cette mission de base est assortie des 10 missions complémentaires suivantes :

- MC1 : Quantitatifs TCE
- MC2 : Etudes de SYNTHESE
- MC3 : BIM Management
- MC4 : CSSI
- MC5 : Micro-implantation spatiale des terminaux mobiliers et équipements biomédicaux
- MC6 : GED
- MC8 : Architecture et Design Intérieur – Signalétique
- MC 9 : Assistance à la création artistique & Valorisation du patrimoine hospitalier
- MC 10 : Etude Urbaine

### 3.1.2 Détail du marché de maîtrise d'œuvre

Le marché public de maîtrise d'œuvre est décomposé en 1 tranche ferme et plusieurs tranches optionnelles réparties par bâtiment à construire et par mission comme suit :

**REPARTITION DES TRANCHES PAR BÂTIMENTS ET PAR MISSIONS :**

Tranches par Bâtiments	Missions de base	Missions complémentaires
Tranche ferme : Construction du <b>BMT-NBH et autres travaux connexes</b> décrits à l'article 2.1 du présent RC ( <b>jusqu'à AOR/GPA</b> ) Et Construction du BFME ( <b>jusqu'au PRO</b> )	ESQ, APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR/GPA  ESQ, APS	QUANTITATIFS (QUANT TCE), CSSI, SYN, micro-implantation, BIM Management, GED
Tranche optionnelle 1 : Construction du <b>BFME (à partir de l'ACT) affermie</b>	APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR/GPA	QUANTITATIFS/ESTIMATIFS (QUANT TCE), CSSI, SYN, micro-implantation, BIM Management
Tranche optionnelle 4 ( <b>BMT-NBH-BFME</b> )		Architecture et Design Intérieur
Tranche optionnelle 5 ( <b>BMT-BNH-BFME</b> )		Signalétique
Tranche optionnelle 6 ( <b>BMT-NBH-BFME</b> )		Assistance à la création Artistique & Valorisation du patrimoine hospitalier

## 4 Contrôle technique

AU TITRE DE LA MISSION DE BASE DE CONTROLE TECHNIQUE, et ainsi que prévu par la réglementation en vigueur (Annexe A du CCTG Contrôle Technique), il est prévu la mission suivante :

- Mission L + SEI : solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables + sécurité des personnes dans les ERP.

AU TITRE DES MISSIONS COMPLEMENTAIRES REGLEMENTAIRES, et ainsi que prévu par la réglementation en vigueur, il est prévu les missions suivantes :

- Mission LE : la solidité des existants
- Mission PS : la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.

- Mission STI : la sécurité des personnes dans les bâtiments industriels et tertiaire
- Mission BRD : transport des brancards dans les locaux ERP et Code du Travail
- Mission ENV : la sécurité dans les installations classées pour la protection de l'environnement
- Mission P1 : solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.
- Mission Ph : isolation acoustique pour les bâtiments autres qu'à usage d'habitation, y compris fourniture de l'Attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue à l'article R111-4-2 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Mission Th y compris ATT Th : isolation thermique et économies d'énergie, en conformité avec la RE 2020
  - y compris fourniture de l'Attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue à l'article R111-20-3 du Code de la Construction et de l'Habitation,
  - y compris l'affichage du niveau énergétique (Diagnostic de Performance Energétique DPE).
- Mission F : fonctionnement des installations.
- Mission Hand y compris ATT Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, compris Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L – 111-7-4, R.111-19-19, R.111-19-20, R.111-19-21 et R.111-19-22 du Code de la Construction et de l'Habitation) y compris l'Attestation de prise en compte de l'accessibilité handicapés
- Mission ETF : Mission de vérification de la conformité d'installation de protection contre la foudre
- Mission GTB : gestion technique des bâtiments.
- Mission HYSa : application de la réglementation relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions : aéraulique, hydraulique, sanitaires, effluents, déchets...
- Mission PV : récolement des procès-verbaux des essais et vérifications d'autocontrôle
- Mission RVRAT : rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux.
- Mission VAMST : vérification avant mise sous tension des installations électriques (PM : Consuel non requis)
- Mission VIEL : conformité initiale des installations électriques (fourniture du rapport VIE).

La mission du CT intervient sur les 5 phases du projet :

- Phase n°1 : Concours de MOE
- Phase n°2 : Examen des documents de Conception/études
- Phase n°3 : Examen documents exécution de chantier
- Phase n°4 : Examen sur chantier
- Phase n°5 : Phase préalable à la réception
- Phase n°6 : Vérifications finales/ Réception des travaux
- Phase n°7 : Examen des travaux effectués période GPA

Ces missions de contrôle technique ont été confiées au **bureau Veritas Construction SAS** représenté par Jacques MATILLON (tél : 01 55 84 81 81)

## 5 Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

La mission de coordination de sécurité a pour objectifs suivant les articles L.4531-1 et 2 – L.4532-8 - L.4532-10 - R.4532 et R 4533 :

- L'organisation et le respect de la coordination

- L'organisation du chantier et le contrôle d'accès au chantier (y compris la gestion de l'hygiène de chantier)
- L'élaboration du plan général de coordination (PGC SPS) en matière de sécurité et de prévention de la santé
- L'ouverture en phase de conception et le suivi du registre-journal tout au long de l'opération
- La réception, la validation et la diffusion des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé à l'issue de visite d'inspection (VIC) avec chaque entreprise émettrice d'un PPSPS ou d'un avenant à son PPSPS
- La présidence, l'organisation et l'animation, la rédaction des procès-verbaux de séance du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)
- La constitution du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage en cohérence avec la constitution des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) par le groupement
- La mise à jour et la diffusion PGC
- La coordination des échanges avec l'inspection du travail (DIRRECTE) et les organismes conseils (OPPBTP et CARSAT) et l'élaboration de la déclaration d'ouverture de chantier à ces acteurs
- La vérification de la tenue à jour de l'ensemble des documents concourant à la sécurité et à la prévention de la santé (registre journal, PGC SPS, PPSPS, liste des personnes présentes sur le chantier quotidiennement, PV du CISSCT, liste des entreprises cotraitantes ou sous-traitantes agréées par le Maître d'ouvrage, ...) et de la mise à disposition sur le chantier de ces éléments sur simple demande de l'inspection du travail, des organismes conseil ou du maître d'ouvrage)
- L'élaboration mensuelle en phase d'exécution des travaux d'un rapport écrit et oral de l'état d'avancement de ses missions qui mettra en évidence les points de vigilance à porter par la maîtrise d'ouvrage et le groupement aux respects des règles en matière de sécurité et prévention de la santé.
- La prévention HSE pour limiter les risques d'accident et améliorer les conditions de travail des ouvriers incluant les modalités d'accueil et de présentation des consignes d'intervention sur chantier auprès de tous les intervenants et visiteurs, avec vérification des cartes nominatives BTP des ouvriers et mise en place de passeport sécurité

Les missions du CSPS et du préventeur HSE interviennent sur les 5 phases du projet :

- Phase n°1 : Concours de MOE
- Phase n°2 : Conception/études
- Phase n°3 : Préparation de chantier
- Phase n°4 : Suivi de chantier
- Phase n°5 : Réception des travaux

Ces missions de coordination SPS et de prévention HSE ont été confiées au **bureau APAVE représenté** par E. ZWINGELSTEIN

## 6 Project Planning Manager

La mission confiée à EFFICIENCE CERCLH se décompose en 3 parties :

- Mise en place et tenue à jour de 3 tableaux de bord sur l'ensemble des opérations et actions contributives à la construction et mise en service du nouvel hôpital de Nancy qui porteront respectivement sur les paramètres suivants :
  - Délais et calendrier



- Coûts et budget
- Gestion des risques
- Animation et coordination de 31 groupes de travail thématiques visant à mettre en place les Nouvelles organisations projetées par secteur fonctionnelle ou technique, et notamment :
  - Etat des lieux des organisations projetées
  - Elaboration, harmonisation et mise en place des nouvelles organisations
  - Validation des dossiers de conception et d'exécution à chaque étape (APS, APD, PRO, DET, AOR) au regard des organisations projetées
  - Formation au changement de site et coordination des formations
  - Coordination des Mobiliers et Equipements à acheter, déménager ou céder (*Tranche optionnelle 4*)
  - Coordination des autorisations à mettre à jour (*Tranche optionnelle 1*)
  - Coordination des protocoles, procédures ou plans de crise à mettre à jour (*Tranche optionnelle 2*)
  - Coordination des interfaces avec les ressources humaines notamment en termes de recrutement, mutation, création de poste et formation (*Tranche optionnelle 3*)
- Animation et coordination de la préparation et de la mise en œuvre des transferts et mises en service

**Ces missions intègrent la participation :**

- Aux comités de gestion de projet (COPRO, COSTRAT et COMOP)
- Aux revues mensuelles de suivi du projet avec la Direction de projet (COPIL)

Pour ces différentes revues et commissions, le titulaire élaborera des Support de présentation synthétique de l'état d'avancement de ces missions

- Eventuellement, aux comités de liaison avec l'ARS Grand Est, aux revues de projets (RPI) avec la DGOS ou avec la métropole du Grand Nancy et les collectivités

## 7 Assistance à maîtrise d'ouvrage

La mission confiée à A2MO est une mission d'assistance à MOA dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur immobilier du CHRU de Nancy et se décline ainsi :

- **AMO pour la construction d'une des opérations préalables, la pharmacie (PUI), depuis concours jusqu'à la phase APD :**
  - Elaboration du programme de la pharmacie PUI
  - AMO pour la construction de la PUI depuis le concours de maîtrise d'œuvre jusqu'à la fin de la GPA
- **AMO pour la construction de l'opération principale à savoir le Nouveau Bâtiment Médico-Technique le Nouveau Bâtiment d'Hospitalisation, le nouveau Bâtiment Femmes-Parents-Enfants, le hall commun et l'aménagement du bâtiment Energies :**
  - Organisation et suivi du concours de MOE - Suivi des études et de la consultation de travaux
  - Suivi des travaux jusque fin de GPA
  - Suivi administratif et financier des opérations

- Appui aux échanges avec les instances et tutelles

## 8 Coordonnateur Ordonnancement, Pilotage et Coordination

### 8.1.1 La mission de l'OPCL

Conformément à ses obligations réglementaires, le maître d'ouvrage missionne un coordonnateur OPC.

**Mission Ordonnancement, Pilotage, Coordination et logistique de chantier (OPC-L)** telle que définie à l'article R. 2431-17 du Code de la Commande Publique et au Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 et **complétée d'une mission de gestion de la logistique pour les travaux NHN.**

Cette mission court à compter de la notification du marché prévue au démarrage des études de conception dans le cadre de la construction du Nouvel Hôpital jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement et la levée de la dernière réserve GPA.

Les missions confiées sont détaillées au CCTP du marché correspondant.

### 8.1.2 Rôle du mandataire au sein d'un groupement de coordonnateur ordonnancement, pilotage et coordination (le cas échéant)

#### **Avant l'exécution du marché**

Il présente les membres du groupement candidat au maître d'ouvrage (co-traitants et sous-traitants).

Il transmet au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement émanant des membres du groupement.

Il signe, s'il est habilité, l'acte d'engagement et les actes spéciaux (formulaire DC4 - présentation des sous-traitants).

#### **Pendant l'exécution du marché :**

Le mandataire est le représentant des membres du groupement vis-à-vis du Maître d'Ouvrage. Il est l'intermédiaire.

Il coordonne les prestations des membres du groupement. Sur la partie conception du projet, il définit un planning de ses différentes missions dans le respect du planning général du projet et les organise au sein du groupement.

En phase ETUDES et en phase TRAVAUX, il assure une mission de synthèse générale des documents à remettre par son groupement en vérifiant la cohérence des dossiers remis par chaque membre du groupement.. Le mandataire devra démontrer auprès du maître d'ouvrage que la relecture et la synthèse de tous les documents à remettre a bien été réalisée par ses soins faute de quoi l'OPCL pourra se voir refuser les dossiers d'études par le Maître d'Ouvrage.

Il est le seul à valider les situations mensuelles et les situations récapitulatives de son groupement et des entreprises sur la plateforme EDIFLEX conformément les modalités de l'article 14 après consultation des membres de son groupement

D'une manière générale, le mandataire est le seul interlocuteur de son groupement notamment pour le maître d'ouvrage, l'AMO, le maître d'œuvre.

## C GED : PLATEFORME PROJET COLLABORATIVE

Le Maître d'Ouvrage souhaite la mise en place d'une solution de dématérialisation de tout le processus de gestion des documents d'études et d'exécution, sur le principe d'un service de GED (Gestion Electronique de Données) permettant le travail collaboratif autour du projet et la traçabilité des actions de l'ensemble des intervenants. Le titulaire du présent marché s'engage à mener sa mission par le biais de cet outil collaboratif (GED ACC)

Dans le cas de la tranche ferme, l'outil mis en place par la maîtrise d'œuvre en phase conception sera maintenu en phase réalisation.

Dans le cas de la tranche optionnelle, l'outil mis en place par la maîtrise d'œuvre sera utilisé pour la phase conception uniquement et sera remplacé pour la phase réalisation (à partir de la phase PRO) par la plateforme à mettre en place par le titulaire du présent marché dans le cadre de la tranche optionnelle.

## D ASSURANCES AVANT ET APRES TRAVAUX

### 8.1 Responsabilité Civile

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, soit du fait de ses prestations.

Le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il doit adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

### 8.2 Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrante, pendant 10 ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 du Code des Assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

### 8.3 Absence ou insuffisance de garantie

Le titulaire fournit les attestations d'assurances concernant les polices mentionnées ci-dessus.

Si elles ne sont pas adressées au Maître d'Ouvrage dans le délai imparti ou si elles ne sont pas conformes à ce qui précède, celui-ci se réserve le droit de bloquer tout paiement jusqu'à ce que l'entreprise remette les attestations demandées, sans que le décalage de paiement ouvre droit à intérêts.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou les polices souscrites, le Maître d'Ouvrage exige de la part du titulaire, la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire.

Dans le cas où, après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à la demande du Maître d'Ouvrage, celui-ci se réserve le droit de souscrire les assurances nécessaires en lieu et place de l'entreprise.

**Dans ce dernier cas, les primes de ces assurances sont de plein droit déduit du montant des règlements à intervenir au titre du marché, même dans le cas où ces prestations ont été sous-traitées.**

Enfin, toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance du titulaire, sera automatiquement mise à la charge de l'entreprise, laquelle engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

## 8.4 Assurances contractées par le Maître d'Ouvrage

### 8.4.1 Responsabilité civile

Le maître d'ouvrage souscrira éventuellement une police Responsabilité civile spécifique à la réalisation de l'opération principale du nouvel hôpital de Nancy

### 8.4.2 Dommages Ouvrage

Le maître d'ouvrage souscrira éventuellement une police Dommages Ouvrage conformément à la loi 78-12 du 4 janvier 78 et textes subséquents et notamment l'ordonnance du 8 juin 2005 et conformément à l'annexe II de l'article A243-1 du Code des assurances.

### 8.4.3 Contrat CCRD

Pour les opérations de plus de 15 millions d'euros HT, le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire, un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) dont la garantie comportera une franchise à hauteur de 10 millions d'euros pour les entreprises titulaires des lots concernant la structure et le gros œuvre, de 6 millions d'euros pour les entreprises titulaires des autres lots et de 3 millions d'euros pour les prestataires intellectuels, notamment l'OPCL.

Il est précisé ici à toutes fins utiles que le CCRD garantira aussi les sous-traitants de tous rangs avec une clause de renonciation à recours de l'assureur CCRD à leur égard, ainsi que les prestataires intellectuels (hors CSPS). Par le biais du présent marché, l'OPCL s'engage à adhérer à la police ainsi souscrite par le maître d'ouvrage auquel il donne mandat, pour négocier les clauses et souscrire pour son compte, conformément à l'article L 112-1 du Code des Assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

### 8.4.4 Assurance Tous Risques Chantier

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour la durée des travaux une police d'assurance Tous Risques Chantier couvrant, à concurrence de leur montant, les coûts de réparation des travaux neufs en cas de dommages matériels les atteignant. Au cas où cette garantie serait souscrite, l'information en sera donnée aux différents intervenants liés directement au maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage et impliqués dans la conception et direction des travaux. La franchise sera supportée par l'entreprise ou les entreprises dont les corps d'état sont endommagés. A défaut de pouvoir être supportée par l'entreprise du fait de sa défaillance financière, elle est imputée au responsable du sinistre s'il est différent ou à défaut encore au compte prorata du chantier.

## 8.5 Obligations du titulaire

La souscription de contrats d'assurances par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de leurs cocontractants et des tiers.

Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité tant en cours de travaux qu'après réception et pendant le délai de prescription de 10 ans après réception tel qu'appliqué par les tribunaux, ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations du présent CCAP (notamment les obligations d'assurance) à leurs sous-traitants.

## E PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué de pièces générales et de pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation, sont réputées être connues du titulaire.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

## 9 Pièces particulières et générales et ordre de priorité :

- ▶ L'acte d'engagement (AE) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi ;

- ▶ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi ;
- ▶ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi ;
- ▶ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles arrêté du 30 mars 2021 NOR : ECOM2106874A ;
- ▶ L'offre technique du titulaire
- ▶ Le Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- ▶ Les agréments du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus par le Maître d'Ouvrage ;
- ▶ Les normes de l'Association Française de Normalisation (AFNOR), homologuées par arrêtés ministériels, dont la plupart d'ailleurs sont insérées dans la REEF ;
- ▶ Le code de l'Urbanisme, le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- ▶ Le code de l'environnement, le code de la santé et le code du travail

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre , tel que ce mois est défini à l'Acte d'Engagement :

**Tous ces documents sont impérativement applicables aux prestations visées au CCTP et au CCAP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres.**

**Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels.**

## 10 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché peut être modifié par voie d'avenant ou d'acte spécial.

## F FORME DU MARCHE- PRIX & VARIATION - REGLEMENT DES COMPTES

### 11 Forme du marché : Tranche ferme et Tranche optionnelle

Le marché OPC est constitué d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle en application de l'article R.2113-4 du Code de la commande Publique et détaillée comme décrit ci-dessous

#### TRANCHE FERME Mission d'ordonnancement pilotage coordination et logistique de chantier

Trois marchés de travaux seront dévolus pour les trois bâtiments NBH, BFME et BMT (1 par plot distinct) pour la majorité des corps de métier en lot unique (entreprise générale).

Quelques lots spécifiques seront dévolus dans des marchés groupés pour l'ensemble des trois plots en raison des contraintes technologiques associées ou de la nécessité de prendre en compte une cohérence fonctionnelle sur l'ensemble du site ; ils feront l'objet de marchés de travaux complémentaires aux marchés confiés aux entreprises générales. Ces lots pourront concerner :

- Courant fort HTA
- Installation d'une production d'eau froide
- Installation chantier
- VRD – Plateforme – Géomètre
- Courant faible pour la sureté/surveillance des biens et des personnes
- GTC et comptage d'énergies et eaux (supervision)
- Pneumatique
- AGV
- Signalétique extérieure
- SSI

# REPARTITION DES MISSIONS OPC PAR TRANCHE ET PAR BÂTIMENTS

Tranches par bâtiments	Missions OPC
<b>TRANCHE FERME</b> Conception du <b>BMT-NBH et BFPE et autres travaux connexes</b> décrits à l'article 2.1 du présent RC ( <b>jusqu'à AOR/GPA</b> ) Construction du <b>BMT-NBH et BFPE et autres travaux connexes</b> décrits à l'article 2.1 du présent RC ( <b>jusqu'à AOR/GPA</b> ) <b>Logistique de chantier NHN (Site et en dehors)</b>	Supervision planning et OPC en phase <b>Etudes</b> BMT-NBH-BFPE Supervision planning et OPC en phase <b>Travaux</b> BMT-NBH-BFPE <b>Supervision Logistique de chantier NHN (Site et en dehors)</b>

Dans le cas de la tranche ferme, l'outil mis en place par la maîtrise d'œuvre en phase conception sera maintenu en phase réalisation.

Le point de départ de la tranche ferme est fixé comme suit :

- Date de notification de l'ordre de service engageant le marché

## TRANCHE OPTIONNELLE GED PLATEFORME DE GESTION DOCUMENTAIRE COLLABORATIVE

Le Maître d'Ouvrage souhaite la mise en place d'une solution de dématérialisation de tout le processus de gestion des documents d'études et d'exécution, sur le principe d'un service de GED (Gestion Electronique de Données) permettant le travail collaboratif autour du projet et la traçabilité des actions de l'ensemble des intervenants.

Dans le cas de la tranche optionnelle, l'outil mis en place par la maîtrise d'œuvre sera utilisé pour la phase conception uniquement et sera remplacé pour la phase réalisation (à partir de la phase PRO) par la plateforme à mettre en place par le titulaire du présent marché dans le cadre de la tranche optionnelle.

Les fonctionnalités et les modalités en sont décrites au CCTP du présent marché.

### Délai tranche optionnelle

La tranche optionnelle sera affermie par Ordre de Service d'affermissement de la tranche optionnelle,

**Délais indicatifs d'affermissement de la tranche optionnelle :** L'affermissement de la tranche optionnelle interviendra au plus tard dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du marché

## 12 Prix des prestations

### 12.1 Forfait de rémunération

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

### 12.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA ; le titulaire reconnaît que son offre de prix :

- Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération ;
- Comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP ;
- Est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché ;

Ainsi, le titulaire s'interdit en conséquence de prétendre à un quelconque supplément de prix sous quelque prétexte que ce soit, et notamment de précisions, détails et compléments qui apparaissent lors des études ou encore qui résulteraient des recommandations de l'assistant du maître d'ouvrage.

A programme constant, le forfait de rémunération n'est pas modifié. L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires. Il ne sera pas modifié si le phasage et le délai d'exécution des travaux changent en cours des études de conception.

En cours d'exécution des travaux, l'allongement de la durée du chantier n'entraînera pas de rémunération complémentaire sauf si cet allongement a pour origine une modification substantielle du programme et dont le titulaire n'a pas de part de responsabilité. Dans cette hypothèse, le titulaire devra justifier par un mémoire, les frais complémentaires réels engendrés par ces modifications. En cas d'accord entre les parties, un avenant sera conclu.

Les prix sont décomposés en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- à l'établissement des situations de travaux, en vue des règlements d'acomptes,
- à la détermination de prix nouveaux pour des prestations non prévues au marché.

En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix. De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations figurant au CCTP ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

**Le montant de la mission 4 - OPR / Réception / Levée des réserves de réception / Levée des réserves GPA - ne pourra pas être inférieur à 5% du montant du marché global.**

## 13 Règlement des comptes

### 13.1 Dématérialisation des facturations – Service EDIFLEX

Le Maître d'Ouvrage mettra en place un service électronique pour la gestion financière des différents marchés de cette opération = Service EDIFLEX / Edité par la société Epicture.

Ce service permettra l'échange dématérialisé des situations de travaux et de prestations intellectuelles entre les entreprises, la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage. Ce service sera interfacé avec Chorus portail Pro pour permettre de répondre aux obligations de transmission dématérialisée des factures, en application de l'article L2192-1 du Code de la Commande Publique.

Ce service concourt à la réalisation des missions et obligations de l'ensemble des intervenants de l'opération.

Le présent article fixe le cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion des marchés de travaux par la société EPICTURE en accord avec le Maître d'ouvrage.

#### 13.1.1 Objectifs du service EDIFLEX :

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- De répondre à la contrainte réglementaire de la dématérialisation des facturations
- De respecter les délais de paiement inférieurs à 50 jours
- De mettre en place un circuit de validation en amont de Chorus Pro ; avec un dépôt automatisé
- D'optimiser le temps de validation des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- D'éviter les litiges ou retards :
  - En sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
- En standardisant la présentation des documents,
  - En permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,



- De réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

### 13.1.2 Parties concernées

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, appliqueront les dispositions de fonctionnement du service Ediflex :

- Le Maître d'ouvrage,
- L'AMO
- L'OPC
- Le Maître d'œuvre
- Le bureau de contrôle
- Le coordonnateur SPS
- Les entreprises titulaires d'un marché avec le Maître d'ouvrage
- Epicture
- SOLEO

### 13.1.3 Rôle des abonnés

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

#### ► L'AMO

Il valide les DPGF des entreprises (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire des marchés) ou les bordereaux de prix (marchés à prix unitaires) vérifiés par le Maître d'œuvre.

Administrateur du service EDIFLEX, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et les valeurs des index de révision utilisés dans les marchés.

Gestionnaire des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct).

Il vérifie les situations de travaux des entreprises après contrôle du maître d'œuvre.

#### ► Le maître d'œuvre

##### ○ Architecte mandataire

En qualité de mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, gère la répartition des couts éventuels de la solution Ediflex entre les cotraitants de son groupement.

Pour la facturation de son groupement, établi et valide les avancements ; valide les attestations de paiement direct.

Pour le suivi de la facturation des entreprises :

- Il vise pour accord les DPGF, les bordereaux de prix.
- Chaque mois, après contrôle de l'OPCL, il vérifie les situations de travaux des entreprises
  - Bureaux d'études

Pour le suivi de la facturation des entreprises et pour les lots dont il a la charge, dans le cadre de la répartition des rôles au sein du groupement de maîtrise d'œuvre.

- Il vérifie en début d'opération les DPGF et les bordereaux de prix.
- Chaque mois, après contrôle de l'OPCL, il vérifie les situations de travaux des entreprises.

#### ► Le Pilote, chargé de la mission OPCL

En début d'opération, il participe à l'élaboration des DPGF avec les entreprises

Chaque mois, il vérifie les avancements des situations de travaux des entreprises.

#### ► Les Entreprises titulaires des marchés

Elles consultent les conditions financières de leur marché puis enregistrent sur écran les DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ou les bordereaux de prix correspondant à leur corps d'état en accord avec le Maître d'œuvre, ceci pour son marché initial et les éventuels travaux modificatifs.



Elles présentent leurs situations par saisie des avancements de travaux et des montants à payer aux sous-traitants,

Elles signent les documents papier « Attestation de Paiement Direct » concernant les sous-traitants

Dans le cas d'un groupement conjoint,

- Chaque cotraitant dispose d'un accès au service.
- L'entreprise mandataire du groupement conjoint vérifie les situations présentées par ses cotraitants.

#### 13.1.4 Dates de saisie des données

- Saisie des marchés de l'entreprise par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification des marchés ;
- Mise au point des DPGF de l'entreprise en liaison avec le Maître d'œuvre, puis saisie des DPGF dans les 25 jours suivant la notification du marché ;
- Situations de travaux :
  - L'entreprise les présente sur les écrans EDIFLEX suivant le calendrier établi par le Maître d'œuvre, et les autres dispositions du présent CCAP
  - L'OPCL vérifie l'avancement sur EDIFLEX au plus tard à J+2
  - Le Maître d'œuvre les vérifie sur EDIFLEX au plus tard à J+5
  - L'AMO les vérifie après contrôle du Maître d'œuvre au plus tard à J+7
  - Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+50.

#### 13.1.5 Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Les situations d'honoraires et de travaux sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations d'honoraires et de travaux archivées sur le centre serveur pour les éditer localement.

C'est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et décompte général définitif (D.G.D.)), pièces qui doivent être archivées sur papier par les intervenants concernés (entreprises, Maître d'ouvrage notamment) dans leur comptabilité selon les exigences légales.

#### 13.1.6 Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à partir de la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre.

L'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsque le Maître d'ouvrage aura validé et édité les D.G.D. (Décomptes généraux définitifs) de tous les marchés et qu'il aura transféré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX vers son ordinateur.

Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage à la société SOLEO.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

#### 13.1.7 Codes d'accès et Formations

- Mise en place du service / Phase études  
Les abonnés (maîtres d'œuvre et prestataires intellectuels) seront convoqués pour une séance de formation en ligne au service EDIFLEX (délai de convocation : 10 jours minimum).  
Les modalités d'accès seront remises aux participants lors de la séance de formation.  
La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.
- Mise en place du service / Phase travaux  
Les abonnés (maîtres d'œuvre, OPC, entreprises) seront convoqués pour une séance de formation au service EDIFLEX (délai de convocation : 10 jours minimum).  
Cette formation se déroulera en visio ou dans les locaux du maître d'ouvrage.  
La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

### 13.1.8 Rôle des sociétés A2MO et SOLEO

A2MO SAS assure une mission d'AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) pour le compte du maître d'ouvrage.

A ce titre, A2MO :

- Conseille et assiste les Maîtres d'ouvrage pour la mise en place du service Ediflex pour répondre aux contraintes réglementaires de la dématérialisation.
- Assure l'intégration contractuelle du service Ediflex aux pièces des marchés des intervenants du projet
- Gère le paramétrage et l'administration fonctionnelle du chantier et des abonnés (entreprises, marchés et conditions financières / avenants / Co et sous-traitance, etc...)

SOLEO est une filiale d'A2MO Groupe qui propose et administre des solutions innovantes au service de l'efficacité des projets de construction.

SOLEO diffuse et administre la solution EDIFLEX :

- Assure le paramétrage général
- Fait profiter les acteurs des projets d'A2MO de coûts optimisés grâce à un partenariat exclusif entre Epicture et A2MO
- Gère la mutualisation et la répartition de la charge financière entre les acteurs du projet

### 13.1.9 Rôle de la société EPICTURE

#### 13.1.9.1 SERVICE EDIFLEX

La société **EPICTURE** exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises.
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00), en dehors des heures de bureaux les abonnés peuvent émettre des messages électroniques qui seront traités dès réception pendant les heures de bureau.

#### 13.1.9.2 QUALITE DE SERVICE

La société EPICTURE garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables de 7h à 20h (du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

#### 13.1.9.3 OBLIGATION DE DISCRETION

Les documents ou renseignements fournis par les abonnés au service, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par la société EPICTURE sont couverts par le secret professionnel.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société EPICTURE s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

### 13.1.10 Terminal d'accès au service

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et d'une adresse électronique de type « mail ».

### 13.1.11 Conditions générales d'utilisation du service

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

► **Authentification de l'abonné**

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

► **Emission d'information**

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

► **Réception d'information**

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent « accusé de réception » pour l'intervenant suivant.

► **Edition d'information sur papier**

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

Cette procédure pourra être modifiée, dans le cadre de la mise en place des processus de dématérialisation.

► **Notion de « date certaine »**

Les dates de présentation des situations par le maître d'œuvre et les entreprises, de vérification et de validation par les représentants cités au 13.1.2 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi.

Ces dates valent « accusé de réception » pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

L'abonnement au service comprend :

- L'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- La mise à disposition des manuels utilisateurs, code d'accès et mot de passe ;
- L'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- Le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- L'archivage des informations sur le serveur durant le chantier.

### 13.1.12 **Convention sur la preuve**

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article L110-3 du Code de Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service EDIFLEX de la société EPICTURE font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

En particulier, le maître d'œuvre reconnaît explicitement par le présent document que :

- Les attestations de paiement direct de ses sous-traitants, tel qu'éditées par le Maître d'ouvrage à l'aide du service EDIFLEX, sont des documents qui l'engagent, sans nécessité d'une signature manuscrite par l'entreprise titulaire dans la mesure où le montant des travaux base marché à payer au sous-traitant n'a pas été modifié par un tiers lors du contrôle de la situation présentée.
- Dans le cas contraire, la mention « après correction du montant des travaux base marché proposé par nous-mêmes » apparaîtra sur l'édition issue du service EDIFLEX avant la somme à payer. Dans ce cas seulement, l'entreprise devra signer le document pour accord.
- Sauf indication contraire par lettre recommandée avec accusé de réception, les paiements effectués aux sous-traitants par le Trésorier sur la base de ces documents ne sauraient donner

lieu à contestation ultérieure dans la relation susceptible d'intervenir entre l'entreprise et ses sous-traitants, ceci pour tout marché passé avec le Maître d'ouvrage et géré dans le service EDIFLEX.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société EPICTURE ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société EPICTURE.

#### 13.1.13 Contrat de licence et de prestations de service

Le service est pris en charge par l'ensemble des intervenants du projet : AMO, Maître d'œuvre, entreprises via l'entreprise gestionnaire des dépenses communes.

Sous 15 jours à compter de la notification par le Maître d'ouvrage, un contrat de licence et de prestations de service sera conclu entre la société SOLEO (agissant en lien contractuel avec Epicture - prestataire du service EDIFLEX), et le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre à qui seront adressées les factures du service.

Une copie en sera adressée au maître d'ouvrage.

Ce contrat prend effet à la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre. Il y sera mis fin par application de l'article 13.1.6 Ouverture et fermeture du service.

A la notification des marchés de travaux, un contrat de licence et de prestations de service sera conclu entre la société SOLEO (agissant en lien contractuel avec Epicture - prestataire du service EDIFLEX), et l'entreprise gestionnaire des dépenses communes à qui seront adressées les factures du service.

#### 13.1.14 Tarification du service

La tarification du service est portée en grande partie par la maîtrise d'ouvrage, son assistant, le maître d'œuvre et les futures entreprises travaux. A ce titre, le service est donc gratuit pour les titulaires hormis pour les coûts rappelés ci-dessous :

- Terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- Frais de télécommunications lors de la connexion au serveur,

### 13.2 Avances

#### 13.2.1 Avance

Une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique, notamment ses articles R.2191-3 et suivants, et à condition que le titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'acte d'engagement.

Il sera fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Le montant de cette avance est calculé conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. Le pourcentage retenu pour le calcul de l'avance, selon ces dispositions, est fixé à 5 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint ou dépasse 65 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre de la tranche ferme et la tranche optionnelle affermie..

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations qui sont confiées au titre de la tranche ferme et la tranche optionnelle affermie. Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

#### 13.2.2 Avance aux sous-traitants

Conformément aux Articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants de premier rang bénéficiaires du paiement direct. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le montant de l'avance est calculé par application des dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique, sur la base d'un pourcentage de 5,00 %, au montant des prestations sous-traitées. Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65,00 % du montant ttc des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80,00 %.

### 13.3 Situations Mensuelles - Décomptes mensuels – Acomptes – Décompte définitif

En complément à l'article 11 du CCAG PI, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

#### 13.3.1 Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Cette répartition est reprise et précisée en annexe 1 de l'acte d'engagement.

#### 13.3.2 Montant de l'acompte.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, réglés en fonction de l'avancement de la prestation dans les conditions suivantes :

##### - Phase 1 ETUDES

Les prestations incluses dans la phase « études de conception » font l'objet d'un règlement 100% de l'élément à la validation de chaque phase par le maître d'ouvrage (APD-PRO-DCE).

- \* Phase APD – CALENDRIER GENERAL
  - \* 80% à la remise du calendrier général
  - \* 20% à la validation du calendrier général par la MOA
- \* Phase APD – NOTICE D'ORGANISATION DE CHANTIER GENERALE
  - \* 80% à la remise de la NOC générale
  - \* 20% à la validation de la NOC générale la MOA
- \* Phase APD – PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER GENERAL
  - \* 80% à la remise du PIC général
  - \* 20% à la validation du PIC général par la MOA
- \* Phase APD - ANALYSE
  - \* 80% à la remise du rapport d'analyse
  - \* 20% à la validation du rapport d'analyse par la MOA
- \* Phase PRO - DCE – CALENDRIER GENERAL
  - \* 80% à la remise du calendrier général mise à jour
  - \* 20% à la validation du calendrier général mise à jour par la MOA
- \* Phase PRO - DCE – CALENDRIER DETAILLE
  - \* 80% à la remise du calendrier détaillé par bâtiment
  - \* 20% à la validation du calendrier détaillé par bâtiment par la MOA
- \* Phase PRO- DCE – NOTICE D'ORGANISATION DE CHANTIER INTERCHANTIER
  - \* 80% à la remise de la NOC interchantier
  - \* 20% à la validation de la NOC interchantier par la MOA

- \* Phase PRO- DCE – NOTICE D'ORGANISATION DE CHANTIER DETAILLEE
  - \* 80% à la remise de la NOC détaillée par bâtiment
  - \* 20% à la validation de la NOC détaillée par bâtiment par la MOA
  - \*
- \* Phase PRO – DCE – PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER INTERCHANTIER
  - \* 80% à la remise du PIC interchantier
  - \* 20% à la validation du PIC interchantier par la MOA
- \* Phase PRO – DCE – PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER DETAILLE
  - \* 80% à la remise du PIC détaillé par bâtiment
  - \* 20% à la validation du PIC détaillé par bâtiment par la MOA
- **Phase 2 ETUDES ACT Analyse des offres**
  - \* 50% à la remise du rapport d'analyse des offres par bâtiment
  - \* 40% après participations aux auditions et mise à jour du rapport d'analyse
  - \* 10% à la notification des marchés de travaux
- **Phase 3 TRAVAUX : Préparation**
  - o 100% à la fin de la période de préparation de chantier de chaque bâtiment
- **Phase 4 TRAVAUX examen sur chantier des ouvrages**

Suivi du calendrier d'exécution définitifs des "travaux" / Prestations de pilotage, contrôle et diffusion des informations / Rapport d'analyse des retards éventuels, mesures correctives

- o 100% par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux pour chacun des bâtiments à construire entre la fin de la période de préparation et la date de réception par bâtiment, et au prorata du nombre de mois d'exécution

- **Phase 4 TRAVAUX : OPR / Réception / Levée des réserves de réception / levée des réserves GPA**
  - o 45% à la notification de la réception de chaque bâtiment à construire
  - o 25% à la levée de la dernière réserve de réception
  - o 25% à la levée de la dernière réserve de la GPA
  - o 5% à la notification du dernier DGD

En cas de retard dans l'exécution des travaux, un étalement de la rémunération en phase travaux pourra être envisagé sans augmentation du coût global de cet élément de mission

Les règlements des sommes dues font l'objet d'acomptes périodiques dont la fréquence est précisée à l'article 13.3.2.

Toutefois, dans le cas où le délai d'exécution est important, le titulaire pourra bénéficier d'acomptes par dérogations aux délais mentionnés afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois conformément à l'article R2191-21 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, l'état périodique, établi par le titulaire conformément aux stipulations qui suivent, comporte le compte rendu d'avancement de la phase en cours d'exécution à laquelle la demande d'acompte se rapporte, indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant par application au montant de l'élément de mission auquel l'acompte se rapporte.

**Tranche optionnelle : Mission GED**

Les prestations incluses dans cette mission sont réglées de la manière suivante :

- ▶ 10% à la mise en place de la plateforme collaborative fonctionnelle validée par le maître d'ouvrage y compris les formations, arborescence, paramétrages

- ▶ 10% après 2 mois d'usage opérant validé par le maître d'ouvrage
- ▶ 10% après la formation de l'ensemble des entreprises participant à la préparation de chantier
- ▶ 60% de la valeur de cet élément de mission par acomptes mensuels, rapportée à la durée contractuelle du chantier telle que définie à l'OS de démarrage des travaux du 1<sup>er</sup> chantier jusqu'à la date de réception du dernier chantier.
- ▶ 5% à la réception des travaux du dernier chantier
- ▶ 5% à l'issue de la période de parfait achèvement de l'ensemble de l'opération et à la remise du document de sauvegarde final.

En cas de prolongation du délai de chantier n'entraînant pas d'honoraires complémentaires pour cet élément de mission, le solde de cet élément de mission sera réparti proportionnellement au nouveau délai résiduel.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

#### a) État périodique

L'état périodique, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

#### b) Projet de décompte périodique

En dérogation à l'article 11 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire présentera au maître de l'ouvrage ses notes d'honoraires par le service EDIFLEX qui est mis en place pour l'opération.

Les dates de présentation des situations par le titulaire, de vérification et de validation par les représentants du maître d'ouvrage, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service EDIFLEX, font foi.

Ces dates valent « accusé de réception » pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service et défini dans la convention sur la preuve (EDIFLEX)

Les projets de décomptes mensuels seront pris en charge et gérés par le service EDIFLEX qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service EDIFLEX évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées.

#### c) Décompte périodique

Pour l'application de l'article 11.6 du CCAG PI, le maître d'ouvrage établit le décompte périodique.

Pour l'application de l'article 11.8 du CCAG-PI les décomptes mensuels pourraient être pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées.

Les pièces justificatives transmises au comptable public reprendront (notamment),

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- Les pénalités appliquées

#### d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le maître de l'ouvrage qui terminera le circuit de validation sur le service EDIFLEX :

Cet acompte reprendra, notamment :

- Les montants des décomptes périodiques en cours et précédent
- L'incidence de la T.V.A.



- Le montant total de l'acompte à verser,

Le maître de l'ouvrage pourrait utiliser le service EDIFLEX pour notifier au titulaire l'état d'acompte. S'il modifie le projet du titulaire, il joint le décompte modifié.

## 13.4 Solde

**En dérogation à l'article 11-7 du CCAG-PI**, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues au CCTP du présent marché, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Cette transmission se fera par le service EDIFLEX.

### 13.4.1 Décompte final

Le décompte final établi par le prestataire comprend :

- a) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission
- b) Le montant des primes, le cas échéant ;
- c) L'incidence de la T.V.A. ;
- d) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché (Cf. article G du présent CCAP);
- e) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus
  
- f) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a), b), c) et e) diminué du poste d) ci-dessus.

### 13.4.2 Décompte général - État du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire, qui doit être signifiée dans les 30 jours suivant la réception du décompte général notifié par le maître d'ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de 30 jours, et **par dérogation à l'article 43 du CCAG PI**, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le titulaire du décompte général notifié, le titulaire doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. **En dérogation à l'article 43.2 du CCAG-PI**, le titulaire dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général.

## 13.5 Modalités du règlement par virement des acomptes et du solde

Les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont ceux fixés à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.



## 13.6 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants.

## 14 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### 14.1 Forme du prix

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 14.4 ci-après.

### 14.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant celui de la remise de l'offre, mois appelé « mois 0 ».

### 14.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**.

L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement (base 100 en 2010).

### 14.4 Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 14.3 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C_m = 0,125 + 0,875 (I_m/I_0)$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_m$  sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois M correspondant au mois d'exécution des prestations telles que prévue à l'article 14.2

#### TRANCHE OPTIONELLE - GED

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 13.3.2 ci-avant

### 14.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

## 15 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

### 15.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6.1 du CCAG-PI et dans l'acte d'engagement.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG Prestations Intellectuelles ;
- le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial :

L'ensemble des déclarations et attestations prévues conformément à l'article R2193-1, notamment la déclaration indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre Ier du titre IV du code

de la commande publique. Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

## 15.2 Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les prestations du marché, les sous-traitants doivent être payés selon la procédure de paiement direct instituée par la loi du 31 Décembre 1975. A cette fin, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. et suivant les modalités de calcul visées à l'article F 15.4.

Pour les sous-traitants d'un co-traitant d'un groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des co-traitants du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix et suivant les modalités de calcul visées à l'article G prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

En application de l'Article R2192-11 qui déroge à l'article [R. 2192-10](#) du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à : **Cinquante jours**

## G DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Les pénalités décrites ci-dessous viennent en complément des différentes pénalités déjà prévues au CCAG-PI.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. PI**, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30% à du montant total hors taxes du marché ou de la tranche considérée par dérogation l'article 14.1 et suivant du C.C.A.G-PI.

## 16 Délai d'exécution

**Le délai global du marché est de 68 mois**

Les délais de chaque mission sont précisés ci-dessous

- Phase 1 APD
  - o Etablissement des documents d'études généraux Calendrier / NOC / PIC : 20 semaines à compter de la date de notification du marché
  - o Avis sur dossier APD : 3 semaines à compter de la date de rendu de l'APD
- Phase 1 PRO-DCE
  - o Etablissement des documents interchantiers Calendrier / NOC / PIC : 10 semaines à compter de l'OS de démarrage du PRO
  - o Etablissement des documents d'études détaillés Calendrier / NOC / PIC par bâtiment : 20 semaines à compter de l'OS de démarrage du PRO
  - o Avis sur dossier PRO : 3 semaines à compter de la date de rendu du PRO
- Phase 2 ACT
  - o Etablissement du rapport d'analyse des offres avant auditions 3 semaines à compter de la date de réception des offres.

- Mise à jour du rapport d'analyse des offres après auditions 2 semaines à compter de la date des auditions
- Phase 3 TRAVAUX : Préparation / Chantier / AOR / GPA
  - Suivant le calendrier d'exécution définitif des travaux notifié aux entreprises à compter de l'OS de démarrage des travaux.

## 17 Pénalités en cas de modification non validée du représentant désigné du titulaire

En complément de l'article 3.4.3 du C.C.A.G./PI, le changement d'une personne physique (ou de son rôle) mentionnée à l'acte d'engagement sera sanctionné d'une pénalité de 5 000 euros, sauf justification d'un cas de démission du salarié ou d'un cas de force majeure.

Dans l'hypothèse dans laquelle le titulaire ne serait pas en capacité de proposer une personne de niveau équivalent, le titulaire sera sanctionné d'une pénalité de 5 000 euros, le cas échéant en complément de celle mentionnée ci-dessus.

## 18 Pénalités pour non-présence au rendez-vous de chantier

Le présent titulaire doit être présent à toutes les réunions de chantier, réunions des maîtrises et réunions pour lesquelles il reçoit une convocation (Maître d'ouvrage, Assistant maître d'ouvrage).

En cas d'absence non excusée par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant du Maître d'Ouvrage du titulaire conviés à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 300 euros TTC ou 50 euros TTC par demi-heure de retard.

## 19 Pénalités pour non-présence ou retard aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué

Un mail du Maître d'Ouvrage et /ou de son Assistant et/ou les PV de réunions des maîtrises valent convocation du titulaire dont la présence est requise.

En cas d'absence du titulaire non excusée par le Maître d'Ouvrage et/ou son Assistant ou de l'un de ses sous-traitants conviés à ces réunions spécifiques, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée :

- Forfaitairement à 300 euros TTC.
- Ou 50 euros TTC par heure de retard.

## 20 Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage

En cas de non remise des rapports conformément au calendrier d'exécution de la mission précisé dans le CCTP ou tout document demandé par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Le nombre de jours calendaires de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à 300 euros TTC **par dérogation à l'article 14.1 et suivant du CCAG.PI.**

Le délai de production des documents est fixé à l'article 16 du CCAP du présent marché. Passé ce délai, les pénalités ici prévues seront applicables.

## 21 Travaux supplémentaires imputables à la négligence ou défaut d'anticipation de l'OPC

Lorsque les travaux supplémentaires sont réclamés par le coordonnateur OPCL en cours de travaux, alors même que les éléments dont il disposait au stade de la phase études de conception lui auraient permis de formuler les mêmes observations, les travaux supplémentaires correspondants sont désignés sous le vocable « travaux supplémentaires imputables au coordinateur OPC et logistique, Le montant cumulé des travaux supplémentaires imputables (calculé à la valeur du mois Mo de référence des prix des marchés de travaux) est utilisé pour calculer un « écart constaté » donné par la formule suivante :

$$\text{Ecart} = \text{Mtxsuppct} / \text{Mtx}$$

Dans laquelle :

Mtxsuppct : Représente le montant total des travaux supplémentaires imputables OPC, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux)

Mtx : Représente le montant total des marchés de travaux, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux), éventuellement majoré de certains travaux supplémentaires demandés et validés par le MOA.

Dans le cadre de notre opération, la valeur de l'écart toléré Eo est fixé à 0.5%

Au stade de l'établissement du décompte général des marchés de travaux, si l'écart constaté Ecart est supérieur à l'écart toléré Eo fixé ci-avant, le coordonnateur OPC subit sur sa rémunération une réfaction calculée conformément aux dispositions suivantes :

Si  $\text{Ecart} < \text{ou} = \text{Eo}$ , le coordonnateur perçoit l'intégralité de son forfait de rémunération.

Si  $\text{Ecart} > \text{Eo}$ , le coordonnateur subit sur sa rémunération une réfaction R, calculée par la formule suivante :

$$R = 10 \times \text{Fi} \times (\text{Ecart} - \text{Eo})$$

Dans laquelle Fi représente le forfait initial de rémunération du coordonnateur OPC en euros HT.

La réfaction est notifiée au coordonnateur OPC par ordre de service.

## H LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au Code du Travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

## I EVOLUTION DE L'EQUIPE DEDIEE

Le CHRU de Nancy dispose à tout moment d'un droit de regard sur le travail du titulaire, ce droit étant cependant sans influence sur la responsabilité contractuelle du titulaire, qui demeure pleine et entière.

Si la (les) personne(s) physique(s) chargée(s) nominativement du mandat de représentation n'est (ne sont) plus en mesure de remplir sa (leur) mission, le(s) titulaire(s) avise(nt) immédiatement le CHRU de Nancy et prend (prennent) toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment en désignant un remplaçant.

Ce dernier est considéré comme refusé si le CHRU de Nancy ne l'accepte pas dans un délai de quinze (15) jours. Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le(s) titulaire(s) dispose(nt) de quinze (15) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le CHRU de Nancy.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est refusé dans le délai précité, le marché est résilié, sans indemnisation, dans les conditions de l'article K du présent CCAP.

Dans le même sens, le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à informer, dans un délai de quinze (15) jours, le CHRU de Nancy en cas de modification de personnel au sein de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations objet du marché. Il peut être mis fin au(x) marché(s), sans indemnisation, en cas de diminution substantielle en termes qualitatif et/ou quantitatif de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations du marché et en l'absence de remplacement satisfaisant, dans les conditions de l'article K du présent CCAP.

Plus spécifiquement, en cas de modification de personnel par le titulaire du marché, ce dernier devra systématiquement soumettre au maître d'ouvrage les éléments suivants :

- CV du collaborateur envisagé pour honorer la mission
- Liste des missions réalisées par ce dernier sur les 10 dernières années répondant aux conditions suivantes :
  - 3 références de 50M€HT
  - A minima 36 mois de chantier

## J RECEPTIONS DES TRAVAUX

Les opérations des vérifications et les décisions consécutives à ces opérations sont soumises aux dispositions de l'article 29 du CCAG-PI.

## K DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE - RESILIATION

**Dans le cas où elle ne respecterait pas l'une ou l'autre des obligations du présent contrat, et 15 (quinze) jours après une mise en demeure restée infructueuse, le Maître d'ouvrage pourra déclarer l'entreprise défaillante et constater la résiliation de plein droit du présent marché.**

L'exécution des prestations pourra alors être poursuivie par toute autre entreprise au choix du Maître d'ouvrage.

Un constat contradictoire des prestations, d'ores et déjà effectuées, à la date de résiliation, devra être dressé en présence de l'entreprise.

***Un arrêté de compte provisoire sera établi sur la base de ce constat. Le solde éventuellement créditeur au profit de l'entreprise en résultant, restera bloqué et constituera une réserve.***

Le décompte général définitif du marché résilié sera notifié au prestataire.

Le prestataire étant responsable des conséquences financières de sa défaillance, les sommes dont il serait redevable à cet égard, et notamment les coûts supplémentaires qu'impliquerait la poursuite des prestations, seront de plein droit, imputés sur le montant de cette réserve. D'autre part, les frais d'expertise éventuels seront avancés par le maître de l'ouvrage, mais imputés sur les sommes restantes dues au prestataire défaillant.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables dans le cas où la défaillance du titulaire résulterait de sa mise en redressement ou liquidation judiciaire, à moins que l'administrateur judiciaire ne décide de poursuivre l'exécution du présent marché, conformément à ses clauses et conditions, et de fournir les prestations promises.

Le règlement définitif des sommes pouvant rester dues au titulaire après les imputations ci-dessus, n'interviendra qu'après l'arrêté définitif des comptes du contrat, et après remise au Maître d'ouvrage par le prestataire, l'administrateur judiciaire ou le liquidateur, d'une attestation d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, certifiant que les conséquences de la responsabilité de l'entreprise selon les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil, à effet de couvrir les sommes résultant de l'arrêt des comptes, couvertes pendant les durées mentionnées aux dits articles, et ce au profit du Maître de l'ouvrage.

**Enfin, le maître d'ouvrage aura également la faculté de résilier, de plein droit, par simple lettre recommandée, le marché du titulaire dont le retard d'exécution de sa prestation serait égal ou supérieur à deux mois.**

Dans ce cas, il sera retenu au prestataire, à titre de dommage et intérêt, une somme égale à 10 % du montant des prestations restant à exécuter.

L'arrêté de compte et la reprise des prestations par un tiers se feront alors conformément aux stipulations énoncées ci-dessus.

Le présent marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi.

En cas de résiliation du marché pour défaillance, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité

Plus généralement le présent contrat pourra être résilié dans les conditions et suivant les modalités figurant aux C.C.A.G.-P.I.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire ni extra judiciaire (à l'exception de celle prévue pour le 1<sup>er</sup> cas visé).

La présente clause est dictée en faveur du maître d'ouvrage qui sera libre de s'en prévaloir ou non.

⇒ Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage se réserverait le droit de suspendre l'opération, le contrat serait alors réputé suspendu et non résilié et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de trois (3) ans à compter de la notification de la suspension, l'exécution du présent contrat serait alors reprise.

⇒ Si, à l'expiration du délai de trois ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le contrat se trouvera alors résilié de plein droit.

⇒ En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes les sommes forfaitaires dues à l'OPC seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie.

## **L TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le CHRU de Nancy s'engage à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel du CHRU de Nancy traitées dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

### **Finalités**

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre le CHRU de Nancy et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables au CHRU de Nancy et au titulaire, en ce qui concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

Le CHRU de Nancy s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

### Caractéristiques des données traitées

Le CHRU de Nancy traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

### Droits des personnes concernées

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) du CHRU de Nancy via l'adresse électronique suivante : [dpo@chru-nancy.fr](mailto:dpo@chru-nancy.fr).

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

### Transferts de données

Le CHRU de Nancy est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comités d'éthique et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

Le CHRU de Nancy exige des prestataires de service tiers auxquels il a recours :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité des données à caractère personnel auxquelles ils ont accès ;
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

### Sécurisation des données

Le CHRU de Nancy prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

### Conservation des données

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, le CHRU de Nancy s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans

## **M REGLEMENT DES LITIGES – DROIT APPLICABLE**

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

**Monsieur le Directeur Général du CHRU de Nancy**  
29, avenue du maréchal de Lattre de Tassigny  
CO 60034  
54035 Nancy Cedex

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Nancy est seul compétent.

**Tribunal Administratif de Nancy**  
5, Place de la Carrière  
C.O. n° 20038  
54036 NANCY Cedex  
Téléphone : 03 83 17 43 43

## N DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG

Article du CCAP	Dérogé à l'article du CCAG Prestations Intellectuelles
K	43 et suivant
13.3.3	11
13.4	11.7
13.4.2	43
G	14.1.3
15	14.1

b) Normes françaises homologuées et autres normes

Néant

## O ANNEXE

Engagement Reconnaissance Responsabilité PAS